

# **Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à l'ensemble des lots (CCAPC)**

## **AOO n°2025-2501067001**

---

**PRESTATION D'APPUI  
À LA GESTION DES CAMPAGNES RTC 2024,  
RSU 2024 ET SAAD-TDB MS 2025**

[www.atih.sante.fr](http://www.atih.sante.fr)

117 Bd Marius Vivier Merle

69329 Lyon cedex 03

T 04 37 91 33 10

SIRET 180 092 298 00033 – APE 8411Z

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Dispositions générales</b>	<b>4</b>
1.1	Procédure mise en œuvre – allotissement	4
1.2	Objet des marchés	4
1.3	Forme des marchés	4
1.4	Durée des marchés	4
1.5	Avenants et marchés complémentaires	4
<b>2</b>	<b>Objet du présent document</b>	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>Définitions</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>Pièces constitutives des marchés</b>	<b>5</b>
4.1.	Pièces contractuelles particulières	5
4.2.	Pièce contractuelle générale	6
<b>5</b>	<b>Modalités de mise en œuvre des prestations</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>Livrables</b>	<b>6</b>
<b>7</b>	<b>Délais et lieux d'exécution</b>	<b>6</b>
7.1.	Délai d'exécution des prestations	7
7.2.	Délai de prise en compte et de traitement des demandes de support	7
7.3.	Période d'intervention du support aux utilisateurs	7
7.4.	Prolongation des délais	7
7.5.	Lieu d'exécution	7
<b>8</b>	<b>Conduite et suivi de l'exécution des prestations</b>	<b>7</b>
8.1.	Conduite des prestations	7
8.2.	Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations	8
8.3.	Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution	8
<b>9</b>	<b>Obligations du titulaire</b>	<b>8</b>
9.1.	Assurance	8
9.2.	Responsabilité du titulaire	8
9.3.	Devoir de conseil	8
9.4.	Confidentialité et mesures de sécurité	8
<b>10</b>	<b>Protection des données à caractère personnel</b>	<b>9</b>
<b>11</b>	<b>Connaissances antérieures</b>	<b>9</b>
<b>12</b>	<b>Propriété et utilisation des données</b>	<b>10</b>
12.1.	Définition des résultats	10

12.2.	Droits de l'ATIH.....	10
12.3.	Droits du titulaire.....	12
12.4.	Garantie des droits .....	12
<b>13</b>	<b>Opérations de vérifications des prestations .....</b>	<b>12</b>
13.1	Opérations de vérifications .....	12
13.2	Prestation de pilotage et de coordination.....	12
13.3	Prestation de support méthodologique de 1 <sup>er</sup> niveau .....	13
13.4	Décisions après vérifications.....	13
<b>14</b>	<b>Les prix des marchés.....</b>	<b>13</b>
14.1.	Modalités de détermination des prix .....	13
14.2.	Contenu des prix .....	13
14.3.	Variation des prix .....	14
<b>15</b>	<b>Modalités de paiement.....</b>	<b>14</b>
15.1.	Avance .....	14
15.2.	Acomptes .....	15
15.2.1.	Prestation de pilotage et de coordination.....	15
15.2.2.	Prestation de support méthodologique de 1 <sup>er</sup> niveau .....	15
15.3.	Délai et modalité de paiement .....	15
15.4.	Contenu de la demande de paiement.....	16
15.5.	Intérêts moratoires .....	16
15.6.	Retenue de garantie .....	16
15.7.	Acceptation de la demande de paiement.....	17
15.8.	Paieement pour solde .....	17
<b>16</b>	<b>Pénalités.....</b>	<b>17</b>
16.1	Pénalités liées aux taux de service minimum .....	17
16.2	Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité .....	18
16.3	Modalités de recouvrement des pénalités .....	18
<b>17</b>	<b>Nantissement-Cession de créances.....</b>	<b>18</b>
<b>18</b>	<b>Sous-traitance .....</b>	<b>19</b>
<b>19</b>	<b>Exécution aux frais et risques du titulaire - Résiliation .....</b>	<b>19</b>
19.1.	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	19
19.2.	Résiliation.....	19
<b>20</b>	<b>Litiges et attribution de juridiction.....</b>	<b>19</b>
<b>21</b>	<b>Dérogations .....</b>	<b>19</b>

# 1 Dispositions générales

## 1.1 Procédure mise en œuvre – allotissement

La procédure mise en œuvre pour cette consultation est celle de l'appel d'offres ouvert.

Un avis de marché a été publié au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics et au Journal Officiel de l'Union Européenne.

## 1.2 Objet des marchés

Les travaux s'inscrivant dans le cadre des présentes prestations visent à accompagner l'ATIH dans la gestion des campagnes :

- Retraitement comptable (RTC) 2024,
- Rapport Social Unique (RSU) 2024,
- Recueil auprès des services d'accompagnement et d'aide à domicile (SAD) dans le cadre du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social (TdB MS) 2025.

L'objet des marchés porte sur l'exécution de prestations de :

- Support de premier niveau aux utilisateurs ;
- Pilotage et de coordination.

Les prestations sont alloties de la manière suivante :

- lot n°1 : appui de premier niveau pour le Retraitement comptable (RTC) 2024
- lot n°2 : appui de premier niveau pour le Rapport Social Unique (RSU) 2024 ;
- lot n°3 : appui de premier niveau pour le Recueil auprès des services d'accompagnement et d'aide à domicile (SAD) dans le cadre du tableau de bord de la performance dans le secteur médico-social (TdB MS) 2025 .

Les marchés ne sont pas décomposés en tranches.

Le détail des prestations figure dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à l'ensemble des lots.

## 1.3 Forme des marchés

Les prestations font l'objet de marchés conclus chacun sous la forme d'un marché public ordinaire.

## 1.4 Durée des marchés

Chaque marché prend effet à compter de sa date de notification et s'achève après exécution, admission et règlement des prestations.

## 1.5 Avenants et marchés complémentaires

Chaque marché pourra être modifié dans les conditions prévues aux articles L2194-1, L2194-2 et R2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Les modifications donneront lieu à la conclusion d'un avenant au marché.

Un ou plusieurs marchés complémentaires ayant pour objet des prestations similaires pourront être conclus avec le titulaire de chaque marché dans les conditions fixées à l'article R2122-7 du code de la commande publique.

## 2 Objet du présent document

Le présent document fixe les clauses administratives et financières communes à l'ensemble des lots.

## 3 Définitions

- « l'acheteur public » ou « pouvoir adjudicateur » est la personne publique qui conclut le marché avec le titulaire. **Il est désigné ci-après par « l'ATIH »** ;
- le « titulaire » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur public. En cas de groupement des opérateurs économiques, le « titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire ;
- la « notification » est l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. La date de réception, qui peut être mentionnée sur un récépissé, est considérée comme la date de la notification ;
- les « prestations » désignent, selon l'objet du marché, des fournitures ou des services, notamment informatiques ou de télécommunication ;
- la « réception » est la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur public reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du marché. La décision de réception vaut attestation de service fait ;
- l'« ajournement » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations pourraient être reçues moyennant des corrections à opérer par le titulaire ;
- la « réfaction » est la décision prise par l'acheteur public de réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état ;
- le « rejet » est la décision prise par l'acheteur public qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction ;

## 4 Pièces constitutives des marchés

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

Les pièces constitutives de chaque marché sont par ordre décroissant de priorité :

### 4.1. Pièces contractuelles particulières

- l'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes éventuelles relatives à la sous-traitance et au groupement du lot concerné ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) du lot concerné ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières Commun à l'ensemble des lots (CCAPC) ;
- le calendrier d'exécution ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à l'ensemble des lots (CCTPC) ;
- la note méthodologique du titulaire ;
- les ordres de services.

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'ATIH font foi.

#### **4.2. Pièce contractuelle générale**

- le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI).

Le CCAG-PI susvisé n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Le titulaire ne pourra donc en invoquer l'ignorance pour se soustraire aux obligations qui y sont contenues.

## **5 Modalités de mise en œuvre des prestations**

Chaque marché est mis en œuvre par l'émission d'ordres de service numérotés, datés et signés par le directeur général de l'ATIH ou par toute personne habilitée à cette fin, en cours d'exécution du marché.

**La notification de chaque marché vaut ordre de service n°1 prescrivant le démarrage des prestations du lot concerné.**

Les ordres de service sont notifiés par l'ATIH au titulaire.

Conformément à l'article 3.8.2 du CCAG- PI, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui est le seul à pouvoir formuler des observations auprès de l'ATIH.

Chaque ordre de service est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- par voie électronique avec un accusé de réception du titulaire ;
- le cas échéant, par courrier recommandé avec accusé de réception.

A cette fin, le titulaire fournira en début de marché une adresse e-mail valide.

## **6 Livrables**

Le titulaire s'engage à transmettre l'ensemble des livrables mentionnés dans le CCTPC dans les délais prescrits par ce dernier.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

## **7 Délais et lieux d'exécution**

Sauf stipulation contraire dans les pièces contractuelles, lorsque le délai est fixé en heures, il s'entend en heure ouvrée.

Lorsque le délai est fixé en jour ou en mois, il s'entend en jour ou en mois calendaire.

### 7.1. Délai d'exécution des prestations

Les prestations sont exécutées conformément au calendrier d'exécution du marché.

En tout état de cause, les prestations de chaque marché devront être achevées, **au plus tard, douze (12) mois après la date de notification du marché.**

### 7.2. Délai de prise en compte et de traitement des demandes de support

Le titulaire s'engage à prendre en compte et à traiter les demandes de support méthodologique de 1<sup>er</sup> niveau adressées par écrit par les utilisateurs dans un **délai maximum d'un (1) jour ouvré** à compter de leur réception par le titulaire.

### 7.3. Période d'intervention du support aux utilisateurs

Le support est réalisé pendant une plage horaire appelée période d'intervention qui s'étend, a minima, de 9h à 17h du lundi au vendredi, hors jours fériés du calendrier français, y compris durant les périodes de vacances scolaires en France métropolitaine.

### 7.4. Prolongation des délais

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'ATIH dans les conditions de l'article 13. 3 du CCAG-PI.

### 7.5. Lieu d'exécution

Les prestations seront principalement exécutées dans les locaux du titulaire ou en webconférence. La réunion de lancement sera réalisée dans les locaux du siège de l'ATIH (à Lyon 3<sup>ème</sup>) et la réunion de clôture sera réalisée dans les locaux de l'ATIH (à Lyon) ou en webconférence.

En tout état de cause, les frais liés aux déplacements dans les locaux de l'ATIH sont réputés compris dans les prix proposés par le titulaire.

## 8 Conduite et suivi de l'exécution des prestations

### 8.1. Conduite des prestations

Les prestations seront exécutées conformément aux conditions définies dans le CCTPC.

Les travaux de rédaction et de reproduction des divers documents sont à la charge du titulaire.

Le titulaire a la responsabilité des personnels, matériels et moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché conformément aux besoins définis dans le CCTPC.

Le titulaire est soumis à une obligation de résultat en ce qui concerne la remise des livrables. Le titulaire n'est, en revanche, tenu qu'à une obligation de moyens en ce qui concerne la participation des établissements jusqu'au terme de la campagne de recueil du lot concerné.

Pour l'exécution du marché, le titulaire doit affecter à l'exécution des prestations une équipe de personnes qui seront nommément désignées dans le cadre de sa note méthodologique. Parmi elles, il devra nommer un référent unique tel que spécifié dans le CCTPC.

## **8.2. Capacité des personnes chargées de l'exécution des prestations**

Cette équipe devra avoir les compétences techniques suffisantes et une expérience professionnelle avérée dans la réalisation de prestations de même nature et/ou dans le secteur d'activité concerné pour exécuter les prestations conformément aux exigences définies dans le CCTPC.

L'ATIH se réserve la possibilité de récuser un membre de l'équipe du titulaire dont la qualité du travail réalisé s'avère insuffisante, malgré les demandes d'amélioration réclamées au préalable.

## **8.3. Changement des personnes nommément désignées en cours d'exécution**

En cas d'empêchement de l'agent affecté à l'exécution des prestations, le titulaire du marché s'engage à avertir l'ATIH dans les meilleurs délais et à le remplacer, après accord de l'ATIH, par un agent justifiant de compétences d'un niveau équivalent.

# **9 Obligations du titulaire**

## **9.1. Assurance**

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire s'engage à remettre à l'ATIH, sur simple demande, les attestations de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Il s'engage à informer expressément l'ATIH de toute modification ultérieure de ses contrats d'assurance.

## **9.2. Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est responsable de l'attitude de son personnel concernant les obligations de discrétion et de sécurité.

Il est également responsable du personnel, en toute circonstance, et pour quelque cause que ce soit, en particulier :

- des accidents du travail ;
- des accidents survenant du fait du personnel ;
- des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations ;
- des vols sur le site imputables à ce personnel.

## **9.3. Devoir de conseil**

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil pendant toute la durée du marché à l'égard de l'ATIH.

Il informe l'ATIH de tout risque de non-respect des délais d'exécution. Il lui propose les mesures appropriées au respect des délais et à la bonne exécution du marché.

## **9.4. Confidentialité et mesures de sécurité**



Conformément à l'article 5 du CCAG-PI le titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et le cas échéant ses sous-traitants et/ou ses fournisseurs au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, données, études et décisions, dont il a, ou aura eu la connaissance durant l'exécution du marché.

Il est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces données, informations, documents, ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les données auxquelles a accès le titulaire durant l'exécution du marché sont confidentielles et ne doivent pas être divulguées ou retransmises à des personnes physiques ou morales non autorisées ou non habilitées.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au présent marché public.

Ces données ne pourront être utilisées par le titulaire à des fins autres que celles prévues par le marché.

Le titulaire est tenu au secret professionnel tel que défini par les articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Ces règles de confidentialité s'appliquent notamment au personnel du titulaire et de son éventuel sous-traitant intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

L'obligation de confidentialité s'applique même après l'échéance du marché.

En cas de non-respect de la présente clause de confidentialité, le titulaire, ou le cas échéant son sous-traitant, s'expose à des sanctions pénales. De même, l'ATIH pourra résilier immédiatement le marché sans préavis et de plein droit sans préjudice des dommages et intérêts qu'elle pourra réclamer.

## 10 Protection des données à caractère personnel

En complément de l'article précédent et conformément à l'article 34 de la loi informatique et libertés modifiée et au RGPD (Règlement de l'UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 sur la protection des données personnelles), le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations relatives aux données à caractère personnel et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Cet article déroge à l'article 5.2 du CCAG-PI.

Les engagements et responsabilités de l'ATIH, en tant que responsable de traitement, et du titulaire, en tant que sous-traitant au sens du RGPD, sont précisés dans l'**annexe 1 du CCTPC**.

## 11 Connaissances antérieures

En complément des dispositions de l'article 32.2 du CCAG-PI, il est précisé que les connaissances antérieures nécessaires à l'exécution du marché et appartenant à l'ATIH sont tous les documents, bases de données, rapports (etc...) remis au titulaire ainsi que toutes les corrections éventuelles apportées par l'ATIH aux différents livrables remis dans le cadre des prestations commandées.

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG-PI concernant le régime des connaissances antérieures.

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures et aux connaissances antérieures standards.

L'ATIH et le titulaire restent titulaires, chacun en ce qui les concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures. Ils conservent leurs droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures et les connaissances antérieures standards incorporées dans les résultats, en ce compris leur savoir-faire.

Dès lors que le titulaire envisage d'utiliser des connaissances antérieures ou des connaissances antérieures standards, il s'engage à ce qu'elles soient identifiées dans son offre ou en toute hypothèse au fur et à mesure de l'exécution du marché, avant toute intégration et/ou utilisation d'une connaissance antérieure ou d'une connaissance antérieure standard non prévue dans l'offre. A défaut, ces connaissances seront considérées comme des résultats. Ces éléments sont notamment fixés dans sa note méthodologique.

**La concession des droits sur les connaissances antérieures (standards et non standards) est comprise dans les prix du marché.** Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

## 12 Propriété et utilisation des données

### 12.1. Définition des résultats

En complément de l'article 32 du CCAG-PI, les résultats désignent, dans le cadre des présents marchés, les livrables et bases de données mentionnés dans le CCTPC et dans l'offre du titulaire.

Les résultats comprennent également les éléments réalisés par le titulaire dès l'appel à la concurrence ou toute consultation écrite de l'ATIH en vue de la remise d'une offre et qui sont liés directement à l'objet du présent marché.

### 12.2. Droits de l'ATIH

Le titulaire accorde à l'ATIH les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les pièces contractuelles et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant des prestations commandées dans le cadre du marché.

Les besoins d'utilisation de l'ATIH comprennent le droit de :

- publier et utiliser les résultats consistant en des documents préparatoires, tels que plans, études préalables ou spécifications, pour la mise en œuvre des besoins auxquels ils répondent ;
- évaluer ou faire évaluer par tout tiers à tout moment les résultats ;
- pouvoir procéder aux opérations d'archivage public ;
- permettre à tout service au sein de la même personne morale que l'ATIH de pouvoir utiliser les résultats dans les mêmes conditions et finalités d'utilisation ;
- assurer ou faire assurer par tout tiers l'évolution de tous résultats, en ce compris réaliser ou faire réaliser par tout tiers ;
- transférer les droits sur les résultats à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'ATIH.

Le titulaire cède à l'ATIH les droits patrimoniaux des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur afférents aux résultats, pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article tels qu'applicables au marché.

Cette cession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction, de représentation et de distribution, et notamment les droits d'utiliser, d'incorporer, d'intégrer, d'adapter, de modifier, d'arranger, de corriger, de traduire les résultats en toutes langues, en tout ou en partie, en l'état ou modifiés pour les finalités et besoins d'utilisation mentionnés au présent article, tels qu'applicables au marché.

Le droit de reproduction comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de reproduire les résultats, pour quelque usage que ce soit, par quelque procédé que ce soit, connu ou inconnu y compris non prévisible, sur tout support actuel ou futur et sans limitation de nombre tel que papier, électronique, numérique, analogique, magnétique, optique, vidéographique, pour toute exploitation, y compris en réseau sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tous supports.

Le droit de représentation et de distribution comporte, dans le respect des droits moraux, notamment le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, directement ou indirectement, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés, connus ou inconnus, sous toute forme, et auprès du public en général ou de catégories de public en particulier, de manière que chacun puisse y avoir accès de l'endroit et au moment qu'il choisit individuellement.

Par dérogation à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, **la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats est consentie à l'ATIH à titre exclusif**. L'exclusivité ne concerne pas les connaissances antérieures.

Le titulaire garantit à l'ATIH qu'il n'a procédé et ne procèdera à aucun dépôt sur les résultats du marché.

**Le prix de cette cession est compris dans les prix du marché. Le titulaire ne pourra réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.**

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'ATIH conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

Les données intégrées ou générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement à l'ATIH. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent marché aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent marché, sauf autorisation préalable et expresse de l'ATIH.

De manière générale, le titulaire ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature à l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures, lorsque celle-ci est conforme aux besoins d'utilisation applicables au marché.

Le titulaire autorise l'acheteur à extraire et réutiliser librement les bases de données incluses dans les résultats, notamment en vue de la mise à disposition des informations publiques à des fins de réutilisation à titre gratuit ou onéreux.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, l'acheteur conserve les droits d'utilisation applicables au marché.

L'ATIH a la possibilité de sous-céder, sous-licencier ou de sous-traiter la mise en œuvre des résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards pour son propre compte, dans les limites de l'objet du marché.

L'ATIH peut librement publier les résultats sous réserve des obligations de confidentialité et que cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Toute publication doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

Par dérogation à l'article 35.4.3 du CCAG-PI, seule l'ATIH dispose librement des modifications mineures et des corrections apportées aux résultats.

### **12.3. Droits du titulaire**

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Par dérogation à l'article 35.3 du CCAG-PI, le titulaire n'est pas autorisé à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés dans le cadre du marché et les connaissances antérieures mises à disposition du titulaire par l'ATIH pour l'exécution du marché ni à les publier.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats. A ce titre, le titulaire a la possibilité de citer la prestation qu'il a réalisée à titre de référence, sans enfreindre l'obligation de confidentialité prévue au présent CCAPC.

Toute publication des résultats par l'ATIH doit mentionner le nom du titulaire et des auteurs.

### **12.4. Garantie des droits**

En application de l'article 35.4.2 du CCAG-PI, le titulaire garantit à l'ATIH, la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits cédés ou licenciés aux termes du marché sur les résultats et les connaissances antérieures standards ou non.

## **13 Opérations de vérifications des prestations**

Cet article déroge aux articles 28.2 et 28.5 du CCAG-PI.

### **13.1 Opérations de vérifications**

Les prestations seront vérifiées par l'ATIH après exécution de l'ensemble des prestations.

Le représentant de l'ATIH, ou une personne dûment habilitée, effectuera les opérations de vérifications nécessaires permettant d'établir que les prestations ont été exécutées conformément aux stipulations des cahiers des clauses techniques et administratives et aux engagements du titulaire dans son offre. L'ATIH s'assurera également que tous les livrables ont été transmis par le titulaire.

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées dans les locaux de l'ATIH sans que le titulaire ne soit avisé au préalable.

L'admission des prestations n'exclut pas l'application des pénalités pour non-respect des engagements du titulaire prévues à l'article 16.

### **13.2 Prestation de pilotage et de coordination**

L'ATIH dispose d'un délai d'un (1) mois pour effectuer ses vérifications et notifier sa décision au titulaire après exécution de l'ensemble des prestations et avoir réceptionné l'ensemble des livrables visés dans le CCTPC.

En l'absence de décision de l'ATIH dans le délai prévu à l'alinéa précédent, la prestation est réputée admise à l'expiration de ce délai.

### **13.3 Prestation de support méthodologique de 1<sup>er</sup> niveau**

Pour chaque marché, la phase d'appui à la phase de collecte, de saisie et de fiabilisation (phase 2), le titulaire adresse régulièrement un tableau de suivi des demandes de support valant décompte. À tout moment, l'ATIH pourra demander au titulaire la production de justificatifs à l'appui de son décompte et, le cas échéant, effectuer des vérifications directement auprès des utilisateurs concernés.

A l'issue de la phase de collecte, de saisie et de fiabilisation (phase 2), le titulaire adresse à l'ATIH un décompte final du nombre de demandes de support traitées. Au vu de ce décompte final, l'ATIH dispose d'un délai d'un (1) mois pour accepter, modifier ou rejeter ce décompte. L'ATIH pourra, le cas échéant, demander au titulaire toute précision ou justificatif qui lui semble nécessaire dans le délai qu'elle précisera dans sa demande écrite.

En l'absence de décision de l'ATIH notifiée au titulaire dans le délai visé à l'alinéa précédent, la prestation est réputée admise à l'expiration de ce délai sur la base du décompte final transmis par le titulaire.

### **13.4 Décisions après vérifications**

La décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sera prononcée par le représentant de l'ATIH, habilité à cet effet, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-PI.

## **14 Les prix des marchés**

### **14.1. Modalités de détermination des prix**

La prestation de pilotage et de coordination sera réglée par application du prix forfaitaire figurant dans le bordereau des prix unitaires du lot concerné.

La prestation de support méthodologique de 1<sup>er</sup> niveau sera réglée par application du prix forfaitaire figurant dans le bordereau des prix unitaires du lot concerné correspondant au nombre de demandes de support traitées par le titulaire à l'issue des prestations. Le nombre définitif de demandes de support traitées est déterminé dans le décompte définitif validé lors des opérations de vérification des prestations visées à l'article 13.3.

L'évaluation de l'ensemble des prestations à exécuter est indiquée dans l'acte d'engagement (montant maximum estimé du marché).

### **14.2. Contenu des prix**

Le prix des prestations est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même prestation.

Les prix des prestations sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais éventuels afférents à la réalisation des

prestations, y compris les frais de déplacement, de restauration et de séjour des personnels du titulaire affectés aux prestations ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les frais engendrés par la participation aux différentes réunions dans les locaux de l'ATIH, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause.

Les prix s'entendent pour des prestations exécutées dans les conditions prévues aux cahiers des charges.

Les prix comprennent la cession des droits de propriété intellectuelle sur les résultats et la concession des connaissances antérieures du titulaire.

### 14.3. Variation des prix

Les prix sont fermes et actualisables à la date de début d'exécution des prestations (date d'effet de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations) si un délai supérieur à 3 mois s'écoule entre le mois M0 figurant ci-dessous et le mois de début d'exécution des prestations.

L'actualisation des prix du marché est calculée par application de la formule suivante :

$$P_n = P_o \times \frac{S_n}{S_o}$$

dans laquelle :

$P_n$  = prix actualisé

$P_o$  = prix initial de la prestation

$S_n$  = dernière valeur de l'indice SYNTEC révisé publiée par la Fédération Syntec au moment de l'actualisation

$S_o$  = valeur de l'indice SYNTEC révisé du mois  $M_o$  publiée par la Fédération Syntec

$M_o$  = **février 2025**

Le titulaire adressera à l'ATIH les prix du marché actualisés ainsi que le détail de leur calcul.

## 15 Modalités de paiement

### 15.1. Avance

L'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-PI est appliquée dans le cadre des présents marchés.

Si le titulaire souhaite bénéficier d'une avance, il renseignera à cet effet l'article 2.4 de l'acte d'engagement.

Le sous-traitant admis au paiement direct peut également bénéficier d'une avance dans les mêmes conditions visées à l'alinéa ci-dessus. S'il souhaite bénéficier de l'avance, le sous-traitant remplit à cet

effet la rubrique relative aux conditions de paiement figurant dans la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4).

Le montant de l'avance est égal à **10%** du montant toutes taxes comprises (TTC) du montant maximum estimé du marché figurant dans l'acte d'engagement.

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une **petite ou moyenne entreprise (PME)**, au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à **30%**.

Les modalités de calcul et de remboursement de l'avance sont celles prévues par les dispositions des articles R2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant du marché servant au calcul de l'avance correspond à la somme :

- du forfait, toutes taxes comprises, fixé dans le BPU pour les prestations de pilotage et de coordination ;
- et du forfait, toutes taxes comprises, fixé dans le BPU pour les prestations de support jusqu'à 250 tickets ou questions traités.

## **15.2. Acomptes**

Les prestations de chaque marché seront définitivement réglées après admission des prestations par le représentant de l'ATIH.

Le titulaire pourra toutefois percevoir des acomptes dans les conditions ci-dessous.

Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement. Lorsque le titulaire remet à l'ATIH une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Le titulaire est informé que les acomptes n'ont pas le caractère de paiements non susceptibles d'être remis en cause.

Le paiement des prestations n'exclut pas l'application des pénalités pour non-respect des engagements du titulaire.

### **15.2.1. Prestation de pilotage et de coordination**

La prestation de pilotage et de coordination sera réglée en une seule fois après admission des prestations.

### **15.2.2. Prestation de support méthodologique de 1<sup>er</sup> niveau**

La prestation de support sera réglée de la manière suivante :

- un acompte, correspondant à 75% du prix forfaitaire de la prestation de support pour le traitement « *jusqu'à 1 000 questions* » figurant dans le BPU, sera versé par l'ATIH après traitement effectif par le titulaire de 1 000 demandes de support. \*
- Le solde des sommes dues au titulaire au titre du support sera versé par l'ATIH après admission des prestations en fonction du nombre de demandes de support traitées par le titulaire indiqué dans le décompte final validé par l'ATIH dans les conditions fixées à l'article 13.3, déduction faite des sommes déjà réglées le cas échéant.\*

**\*Le titulaire joindra impérativement, à l'appui de ses demandes de paiement, un décompte des demandes de support effectivement traitées par ses soins.**

## **15.3. Délai et modalité de paiement**



L'ATIH se libérera des sommes dues en exécution du présent marché par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture (délai global de paiement).

#### 15.4. Contenu de la demande de paiement

Le titulaire présentera une demande de paiement (facture) détaillée correspondant aux prestations réalisées.

En cas de groupement d'entreprises, le mandataire est seul habilité à présenter à l'ATIH la demande de paiement et à formuler ou à transmettre les réclamations des membres du groupement.

Toute demande de paiement des prestations portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **le numéro d'identification unique du marché concerné (indiqué sur la 1<sup>ère</sup> page de l'acte d'engagement)**, sa date de notification ainsi que le numéro et la date de chaque avenant éventuel ;
- les nom et adresse du titulaire ;
- le montant des prestations admises, ou en cas d'acomptes, montant des prestations effectuées, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections éventuelles, ainsi que le montant TTC ;
- le montant total H.T. ;
- le taux et le montant de la T.V.A. ;
- le montant total T.T.C. ;
- la date ;
- le cas échéant le montant des prestations effectuées par chaque opérateur économique du groupement ;
- le cas échéant, les modalités de calcul de l'actualisation des prix.

Les factures électroniques sont adressées **impérativement sur la plateforme de l'Etat « Chorus Pro »** dans les conditions fixées par l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014, le décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et l'arrêté du 9 décembre 2016 relatifs au développement de la facturation électronique.

Toute facture, non conforme aux stipulations du présent CCAPC, sera renvoyée systématiquement au titulaire qui devra présenter une nouvelle facture conforme. La facture renvoyée est accompagnée des motifs du rejet.

Il appartient au titulaire d'utiliser tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission de ses factures.

#### 15.5. Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L2192-12 du code de la commande publique, le retard de paiement est constitué lorsque les sommes dues au créancier, qui a rempli ses obligations légales et contractuelles, ne sont pas versées par l'ATIH à l'expiration du délai de paiement visé à l'article 15.3 du présent CCAPC.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires sont dus au créancier de l'ATIH dans les conditions prévues aux articles R2192-31 à R2192-36 du code la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

#### 15.6. Retenue de garantie

Il n'est pas exigé de retenue de garantie pour l'exécution des présents marchés.



### 15.7. Acceptation de la demande de paiement

L'ATIH accepte ou rectifie la demande de paiement. Elle la complète, éventuellement, en faisant apparaître les réfections imposées.

Notamment, en cas d'exécution de prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, le surcoût supporté par l'ATIH, correspondant à la différence entre le prix qu'il aurait dû régler au titulaire pour la réalisation des prestations et le prix effectivement payé pour l'exécution de celles-ci à la place du titulaire défaillant, est déduit des sommes dues au titulaire au titre des prestations admises.

L'ATIH arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, elle le notifie ainsi arrêté au titulaire.

### 15.8. Paiement pour solde

Dès l'admission des prestations, le titulaire adresse à l'ATIH sa demande de paiement du solde des prestations restant dues.

Par dérogation à l'article 11.7.2 du CCAG-PI, si le titulaire du marché ne produit pas sa demande de paiement dans un délai de quarante-cinq jours calendaires à compter de l'admission des prestations, l'ATIH peut, sans mise en demeure préalable, procéder d'office à la liquidation, sur la base d'un décompte établi par ses soins. Ce décompte est notifié au titulaire.

En cas de contestation sur le montant des sommes dues, l'acheteur public règle les sommes qu'il a admises. Après résolution du désaccord, il procède, le cas échéant, au paiement d'un complément, majoré, s'il y a lieu, des intérêts moratoires, courant à compter de la date de la demande présentée par le titulaire.

## 16 Pénalités

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

Les pénalités figurant ci-après peuvent être cumulées.

Le titulaire ne saurait être exonéré des pénalités prévues dans le cadre des présents marchés.

### 16.1 Pénalités liées aux taux de service minimum

Le titulaire s'engage sur les taux de service suivants :

- Traitement des demandes écrites de support méthodologiques de 1<sup>er</sup> niveau dans un délai maximum d'un (1) jour ouvré (à compter de la réception de la demande) : **minimum 75% des demandes de support reçues ;**
- Réponses correctes et appropriées aux demandes de support énoncées par les utilisateurs : **minimum 90% du nombre total de réponses apportées par le titulaire au demandes de support.**

Conformément à l'article 3.1 du CCTPC, le traitement des demandes de support méthodologiques de 1er niveau par le titulaire s'entend comme la résolution complète de la problématique décrite dans le courriel et non la simple confirmation de la prise en compte de celui-ci par ce dernier.

Une réponse incorrecte ou inappropriée du titulaire conduit l'ATIH à apporter, elle-même, une réponse au demandeur afin de corriger ou suppléer la réponse apportée en premier lieu par le titulaire.

A l'issue des prestations, l'ATIH vérifiera que les engagements de service du titulaire ont bien été respectés sur la base des fichiers de suivi hebdomadaires remis par le titulaire et du décompte final des demandes de support.

En cas de non-respect de ses engagements de service, le titulaire sera soumis, sans mise en demeure préalable, à des pénalités forfaitaires dans les conditions suivantes :

- en cas de dépassement du seuil minimum de traitement des demandes écrites de support méthodologiques de 1er niveau dans un délai maximum d'un (1) jour ouvré, le titulaire encourt une **pénalité correspondant à 10% du montant total admis (hors taxes) des prestations objets du marché** (prestations de pilotage /coordination et de support confondues) ;
- en cas de dépassement du seuil minimum de réponses correctes et appropriées aux demandes de support, le titulaire encourt une **pénalité correspondant à 10% du montant total admis (hors taxes) des prestations objets du marché** (prestations de pilotage /coordination et de support confondues).

#### 16.2 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

En cas de non-respect des obligations de confidentialité et de protection des informations confidentielles impliquant ou non des données à caractère personnel, les pénalités ci-dessous seront appliquées sans mise en demeure préalable :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **0,5 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à **2 % du montant exécuté du marché public** à la date de constatation du fait générateur.

En cas de constatation de plusieurs faits générateur, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulaire.

#### 16.3 Modalités de recouvrement des pénalités

Le montant des pénalités sera calculé par l'ATIH et notifié au titulaire à l'issue du marché.

Le recouvrement des pénalités sera effectué à l'issue du marché par l'émission d'un titre de recette.

### 17 Nantissement-Cession de créances

Chaque marché pourra être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles R.2191-45 à R.2191-63 du code de la commande publique.

Conformément à la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981 facilitant le crédit aux entreprises (dite loi Dailly), la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ATIH.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus à l'article R 2191-60 du code de la commande publique est la personne responsable du pôle gestion et comptabilité de l'ATIH.

## 18 Sous-traitance

Conformément aux dispositions des articles L2193-1 à L2193-3 du code de la commande publique, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des services inclus dans le marché sous réserve d'avoir obtenu l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance par le représentant de l'ATIH.

L'acceptation et l'agrément des conditions de paiement doivent être demandés dans les conditions définies à l'article L2193-5 et des articles R 2193-1 à R2193-4 du code de la commande publique.

Le paiement direct d'un sous-traitant pour la partie du marché dont il assure l'exécution est obligatoire lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à **600 € TTC**.

En cas de sous-traitance du marché, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

## 19 Exécution aux frais et risques du titulaire - Résiliation

### 19.1. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'ATIH pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter à l'ATIH toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

### 19.2. Résiliation

L'ATIH pourra procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues aux articles 29 à 35 du CCAG-PI.

## 20 Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au chapitre 43 du CCAG-PI, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative de Lyon.

## 21 Dérogations

Le présent CCAPC déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Article du CCAPC	Libellé de l'article	Article du CCAG-PI
4	Pièces constitutives du marché	4.1
7	Délais et lieux d'exécution	13.1.2
10	Protection des données à caractère personnel	5.2

Article du CCAPC	Libellé de l'article	Article du CCAG-PI
12.2	Droits de l'ATIH	35.2.1 et 35.4.3
12.3	Droits du titulaire	35.3
13	Opérations de vérifications des prestations	28.2 et 28.5
15.8	Paieement pour solde	11.7.2
16	Pénalités	14